

# Conclusions

par Victor CRABBE,

Secrétaire général de l'Institut belge de Science politique

★

## I

A. — *Marcel Grégoire, Président de l'Institut belge de Science politique, a clos le colloque sur la défense militaire de l'Europe en déclarant qu'il s'abstenait, quant à lui, de dégager des conclusions définitives trop ambitieuses.*

Toutefois, un enseignement immédiat se dégage des lignes directrices que voici :

1. Il y a unanimité ou presque pour dire que l'Europe doit participer davantage aux décisions qui l'engagent. Il importe à cet effet qu'elle s'en donne elle-même les moyens. Cette exigence s'impose d'autant plus qu'avec la prospérité qu'elle a retrouvée, elle en a aujourd'hui la pleine possibilité.

2. Il y a unanimité ou presque pour reconnaître qu'une défense qui en vaille la peine suppose l'armement atomique.

Sans doute des divergences se sont-elles exprimées sur la façon de savoir s'il doit y avoir uniquement un tel armement ou si celui-ci doit exister conjointement avec un armement classique.

Mais il n'a pas été contesté que l'Europe devait posséder ou ne pouvait rester privée de l'armement atomique.

3. Il y a encore unanimité ou presque pour admettre que les progrès techniques ont rendu la position des Etats-Unis infiniment plus vulnérable qu'auparavant de sorte que, pour assurer la défense de l'Europe en cas d'une invasion soviétique, l'Amérique doit aujourd'hui courir le risque de représailles massives, et, peut-être même, celui de son extermination.

\*  
\*\*

B. — Ces conclusions ayant été formulées, voici le raisonnement qu'à tenu à partir d'elles le Président Marcel Grégoire, étant entendu que chacun peut y ajouter des nuances.

1. Pourquoi s'en tenir à l'idée que l'Europe, qui a retrouvé la prospérité économique et la puissance financière, peut indéfiniment espérer des Etats-Unis que ceux-ci continueront à jouer les Saint-Nicolas ?

Cette attitude n'est d'ailleurs pas digne d'hommes libres comme aspirent à l'être les Européens. Ils ne devraient pas tenir à l'encontre des Américains le langage suivant : « De grâce, défendez-nous : vous êtes là pour cela ! ».

2. Il est aussi déraisonnable d'imaginer que les Américains sont des surhommes et imprudent de croire qu'ils vont toujours et en toutes circonstances, témoigner d'un civisme occidental dont les Européens ne sont hélas pas capables.

3. Il n'est pas sûr, davantage, qu'ils tairont leurs propres intérêts et que ceux-ci n'entreront pas un jour en conflit avec ceux de l'Europe.

4. Enfin, il faut abandonner cette illusion que les Américains seront toujours à ce point lucides qu'ils discerneront, dans tous les cas et à tous les moments, ce qui constitue leur propre intérêt avec la clairvoyance et le courage qu'il faudrait.

« Nous n'en sommes pas capables nous-mêmes, s'est exclamé Marcel Grégoire à propos de ces observations. Voudrions-nous qu'ils soient sages perpétuellement alors que nous le sommes si peu et si peu souvent ? ».

Et d'ajouter encore :

« Interrogeons-nous en effet avec honnêteté et demandons-nous quelles auraient été les réactions de nos opinions publiques s'il s'était agi d'aller

nous-mêmes nous battre pour Cuba ou pour le Liban ? Pour tout qui réfléchit, il est véritablement miraculeux que les Américains aient si bien compris l'importance que représentaient aussi bien pour eux que pour les Européens d'abord le danger hitlérien et ensuite le maintien de la Grèce et de Berlin dans le clan occidental. »

5. Le leitmotiv de beaucoup d'Européens qui font confiance à l'intervention des Etats-Unis est que ceux-ci ont intérêt à assumer la défense de l'Europe. Si l'Europe est envahie disent-ils, le tour des Américains ne tardera pas.

Certes, il peut en être ainsi et il faut avoir égard à cette attitude psychologique.

Mais pourquoi s'en tenir à elle alors que d'autres positions peuvent aussi être prises, à supposer qu'elles ne le soient pas déjà, et qu'à ce titre elles méritent aussi considération ? Les peuples ne sont-ils pas comme les individus ? Ne préfèrent-ils pas mourir le plus tard possible et croire que là où les autres succombent, ils réussiront eux à échapper ? Ne faut-il pas sensibiliser l'Europe à un tel raisonnement ?

\*  
\*\*

C. — 1. Une autre grande leçon peut être tirée de ce colloque :

Si l'Europe doit formuler elle-même sa politique ou faire le point à la fois sur le présent et l'avenir, il ne peut être question pour elle ni d'attaquer ni de soupçonner les Américains de quelque impérialisme ou de quelque abandon.

2. Il est aussi déraisonnable et maladroit de présenter les inquiétudes et les souhaits des Américains comme autant de réactions à l'encontre des deux.

3. Marcel Grégoire rappelle à cette occasion qu'en ce qui concerne la force de frappe, l'attitude de la Grande-Bretagne n'a pas été différente de celle de la France. Cependant, la position américaine a été accueillie au départ sans critique tant par les Américains que par les Européens.

Pourquoi ce manque de protestation ? Parce qu'il y a la manière. « Celle du Général De Gaulle » dit Marcel Grégoire attire les orages. Un des bienfaits de l'entrée de l'Angleterre dans le Marché Commun serait que l'Europe applique les

idées de De Gaulle, mais suivant les procédés britanniques ».

5. Marcel Grégoire imagine très concrètement le langage suivant à faire tenir par les Européens aux Américains :

« Nous devons continuer à collaborer avec vous; nous avons besoin de vous et nous aurons toujours besoin de vous. Mais le fardeau des charges qui vous incombent est vraiment trop lourd. Maintenant que nous le pouvons, laissez-nous en prendre notre part, d'autant plus que vous avez fort à faire tant en Afrique qu'en Asie. Laissez-nous améliorer notre propre situation ; la vôtre n'a absolument rien à y perdre. En quelque sorte, aidez-nous à vous aider et que disparaisse en matière de secret atomique, cette loi stupide qui veut que nos adversaires à tous sont mieux informés que nous et disposent des moyens que vous nous refusez ; ne continuez pas à nous faire dépenser de l'argent qui pourrait mieux l'être si nous avions accès directement à la stratégie que vous concevez.

Toute bataille de retardement ne fait que provoquer d'inutiles amertumes. Par la force atomique, l'Europe peut réaliser bien davantage encore. La nécessité de coordonner ses efforts avec ceux des Etats-Unis ne vous échappera pas. »

6. La question du partenaire des Américains est ensuite abordée en ces termes :

« Pour qu'il y ait une gachette européenne, qui coûtera fort cher et qui exigera un effort tant sur le plan financier que sur le plan psychologique, comment s'y prendre ?

Le concours de l'Europe doit être sollicité et précisé. Elle ne peut se contenter de l'idée que sa défense sera assurée dans l'avenir comme elle l'a été jusqu'à présent, sans effort suffisant de sa part. »

\*  
\*\*

D. — 1. Comme autre idée-force du colloque sur la défense militaire de l'Europe, Marcel Grégoire a estimé devoir retenir celle qui veut que l'armement nucléaire doit déboucher sur le continent.

Il s'agit là d'une question de délai. De dix ans peut-être ? Mais, comme le Général Gallois l'a aussi souligné, le soin incombera à l'Europe de prendre le relais.

Tous les participants au colloque ont été d'accord pour dire que la route qui mène à l'Europe et à sa défense adéquate passe nécessairement par l'Europe politique.

2. Mais il se fait que, dans l'immédiat, les états européens semblent être dans une impasse. Pour reprendre une expression du professeur Bouthoul, ne peut-on dire qu'« ils stagnent dans une ornière » ?

Cette situation résulte du refus du chef de l'Etat français de vouloir une union institutionnalisée entre les peuples. La France défend la thèse du caractère suffisant d'une simple association d'états souverains ne nécessitant la mise en place que d'un noyau pour coordonner les différentes politiques.

3. Il ne faut pas s'effrayer d'une telle prise de position ou uniquement s'en plaindre amèrement. Elle ne représente guère d'empêchement considérables. En politique, il faut distinguer la fin et les moyens et il est bien plus important d'être d'accord sur la fin que sur les moyens.

Aussi, ne faut-il pas reprocher au Général de Gaulle de manquer de clairvoyance. Sans doute diffère-t-il pour atteindre le but commun sur les moyens à utiliser puisque, précisément, il s'en tient à ceux qui viennent d'être indiqués et qu'il rejette l'idée de l'intégration européenne.

Faut-il en conséquence renoncer à tout espoir ?

Non. Essayons de faire confiance à l'esprit français et tenons compte surtout des orientations qu'il veut prendre.

Si l'on est d'accord sur les résultats, une nécessité des moyens s'ensuivra d'autre part.

Comme le déclarait encore un Britannique à propos d'une question similaire, ne faut-il pas commencer par continuer et continuer en commençant, c'est-à-dire passer outre à toute une série de préalables qui justifient tout simplement une position d'immobilisme qui donne bonne conscience ?

Marcel Grégoire déclare à ce propos :

« Certes, pour l'instant, les diverses politiques sont contradictoires mais il y a lieu de remarquer que cette contradiction touche aussi bien la politique des Américains que celle des Britanniques ou même celle des Français. »

De là une certaine perplexité de l'opinion publique et qui peut être la pousse au silence en Europe, selon la formule déjà utilisée par le Cardinal de Retz : « Dans les moments difficiles, il faut courber le dos, se taire et ne reprendre la parole que pour discuter d'autre chose ».

4. Et c'est précisément de cette autre chose qu'il nous faut discuter et dont il importe de prendre conscience parce que nous nous trouvons dans une période de transition, c'est-à-dire de contradiction et, de plus, il faut admettre qu'il n'est guère possible de pousser jusqu'à la logique la plus extrême les politiques actuellement proposées.

Il faut tenir compte de l'attitude humaine qui veut que jamais on ne pousse jusqu'à ses aspects les plus absolus, c'est-à-dire les plus éloignés de la réalité et de ses exigences, le principe de vie ou de comportement que l'on se définit soi-même.

Transposant cette idée sur le plan de la question posée par la défense militaire de l'Europe, Marcel Grégoire répète sa raison d'espérer et de croire à la possibilité de franchir l'étape qui caractérise la situation actuelle.

Ce qui, en revanche, est plus inquiétant, c'est le sort de l'Alliance Atlantique qui n'a pas elle, le Marché Commun pour support. Mais d'en parler serait sortir de notre colloque, et l'objet de celui-ci était déjà assez vaste.

## II

*Le Général Valluy, ancien Commandant en chef des Forces alliées Centre-Europe, Secrétaire général de l'Association pour le Traité Atlantique, a, pour clôturer le colloque, convié les participants à quelques réflexions générales sur l'histoire de la défense militaire de l'Europe occidentale.*

Cette défense s'est organisée, il y a quatorze ans, contre les expansions territoriales d'un adversaire dont les objectifs et les moyens étaient totalitaires. Elle s'est accomplie et a abouti heureusement, dans le cadre d'une association atlantique, grâce à l'action prépondérante d'une nation extra-européenne ; les Etats-Unis, à la survie et à la restauration même de notre continent.

L'adversaire a de ce fait été bloqué au centre et aux ailes de celui-ci ; il s'est trouvé également dans l'obligation de modifier les points d'application géographiques et la nature même de son effort. Une sorte de défi officiel en est résulté : la coexistence pacifique qui n'est ni plus ni moins qu'une âpre compétition dans tous les domaines, y compris celui de l'armée, et même au-delà de celui-ci pour le rendre justement inopérant.

Mais, depuis quatorze ans, la situation a changé, d'abord à l'intérieur de chaque bloc antagoniste, ensuite eu égard aux rapports des forces entre les partenaires en présence.

A l'Ouest — faut-il le rappeler — des nations comme la Grande-Bretagne, la France, la Belgique et les Pays-Bas ont pratiquement assuré, avec plus ou moins de bonheur, les ultimes opérations de liquidation d'un empire colonial. Le Portugal les achève à son tour dans la douleur. L'Allemagne est redevenue une grande puissance, vigoureuse et armée ; mais elle n'a pu réaliser son unité brisée, il y a dix-huit ans. Et elle reste fragile.

L'Italie se cherche politiquement. Les institutions ont changé en France et en Turquie. Les vicissitudes intérieures ont affecté le Canada, la Belgique et la Grèce avec des germes de sécession dans les deux premiers pays. La France et la Grande-Bretagne, puissances atomiques relativement récentes et modestes, n'ont pas encore découvert le sens véritable de leur nouvelle vocation. Le Portugal risque de rester en pleine crise. Les Etats-Unis sont désormais vulnérables et moins prospères. Les quinze pays de l'OTAN ont accru ou retrouvé leur personnalité nationale. Et quelques-uns ont personnalisé d'une manière très accrue leur pouvoir. La plupart d'entre eux se sont socialisés dans leurs structures autant que dans leurs desseins.

A l'Est, on constate que l'URSS a obtenu la parité atomique par rapport aux Etats-Unis ; elle a raté, jusqu'à plus ample informé, son dernier plan quinquennal ou septennal et elle a dû admettre, en son sein, des ressurgences d'individualisme et de capitalisme. Elle a consenti à l'émancipation de ses satellites. En Asie, elle a été supplantée par la Chine, encore que celle-ci soit en période de difficultés économiques indéniables. Il n'en reste pas moins que l'URSS est en pleine discordance philosophique et stratégique avec elle et que cette

nation, dont on sait que la **démographie est galopante**, ne manquera pas de devenir, par ses propres moyens, une puissance atomique.

Les pays d'au-delà du rideau de fer ont eux aussi, mais à un degré infiniment moindre que ceux de l'ouest, récupéré un peu de leur personnalité nationale. Ils sont sans doute restés socialistes mais ils se sont eux aussi libéralisés ; ils l'ont fait plus dans leurs desseins que dans leurs structures. Dans chaque bloc, les Etats-Unis et l'URSS ne sont plus des leaders incontestés et exclusifs. On n'a jamais été aussi loin de l'unité de direction dans les deux blocs. Des groupements se sont constitués ; ils se concurrencent ou sont en rapport direct avec des partis du bloc adverse ou avec le tiers monde. Celui-ci, révolutionnaire dans sa stratégie, est néocolonialiste dans sa tactique, c'est-à-dire dans ses profits ; il joue sur les deux tableaux.

Le Japon, les Indes, l'Amérique latine et d'autres pays encore s'interrogent.

Le tiers monde, pour en revenir à lui, n'a politiquement basculé ni d'un côté ni de l'autre. Il a provoqué sur le monde communiste, monolithique et organisé face au monde libre, divisé et anarchique une profonde déception.

Quelle est la portée du changement survenu dans le monde communiste ? S'agit-il d'un bouleversement organique ou d'un détournement passager ? Ses objectifs semblent rester les mêmes ; et ses moyens sont en déclin et son dynamisme apparemment en perte de vitesse.

Une étude clinique des possibilités véritables du monde communiste en 1963-1964, de l'ampleur et de l'urgence de ces menaces multiformes reste à faire. Elle permettrait, sans aucun doute, une meilleure connaissance des facteurs qui conditionnent la défense militaire de l'Europe occidentale qui, il convient de la rappeler, est actuellement diluée dans une défense globale de l'Ouest. Celle-ci n'est pas uniquement thermonucléaire comme elle n'est pas non plus uniquement conventionnelle.

A défaut d'une telle étude, le Général Valluy propose de s'en tenir à deux faits essentiels :

1. Les Etats-Unis ne sont plus capables d'accorder à l'Europe des garanties absolues pour sa défense.

2. L'Europe occidentale a repris une certaine liberté de manœuvre et entend devenir maître de son destin.

En ce qui concerne la force de frappe française, il conviendrait aussi de la situer dans son véritable contexte international. Il s'agit en effet d'une force destinée d'une part à interrompre, en France, une sorte de déclassé scientifique ; elle est aussi en rapport des investissements, nécessaire à des fabrications futures en dehors du domaine purement militaire.

Il n'est donc point douteux que l'Europe entière pourra en profiter un jour. C'est une erreur de croire qu'elle visait à impressionner l'URSS ; ne cherchait-elle pas plutôt à détourner superbement les Etats-Unis d'une œuvre qu'elle considérait comme unique et durable ?

Les garanties offertes par l'Amérique restent très fortes et très sincèrement méditées ; elles sont toujours nécessaires et suffisantes, à condition qu'en vue de la quiétude indispensable des populations se trouvant à proximité du rideau de fer, un certain renforcement de l'équipement de nature conventionnelle soit réalisé par toutes les nations de la société atlantique, et plus particulièrement par la France et par la Grande-Bretagne.

On peut fort bien comprendre que l'Europe tienne essentiellement à se conférer elle-même toutes les garanties de sa défense ; elle veut en avoir la possession directe avec toute la gamme des instruments de dissuasion : un deterrent purement européen peut très bien s'amorcer par une collaboration franco-britannique, au-delà du climat de mésentente cordiale qui est bien celui de l'im-médiat présent.

Le Général Valluy doute que les Européens puissent jamais rattraper les Américains sans l'assistance de ces derniers. S'engage-t-on dès lors irrévocablement dans la voie du *partnership* ? Sans doute mais de quel partenaire européen s'agit-il ?

En ce moment, deux Europes se présentent et se tournent un peu le dos. En effet, d'une part, on trouve une Europe vraiment européenne, conçue et animée par les continentaux, indirectement et très justement ressuscitée par le Général de Gaulle et par le traité franco-allemand.

Et puis, il y a une autre Europe, atlantique, celle-là : c'est bien la nôtre, elle va de San Francisco à Berlin. Celle-ci prime la première dans le développement d'une Europe aspirant à ses vraies dimensions.

On peut admettre sans peine que la négociation avec l'URSS au sujet de l'Europe occidentale ne sera possible que si la libéralisation intérieure de la Russie s'accroît et si, le danger asiatique se confirmant, elle trouve en face d'elle non pas une Europe réduite mais tout le monde libre.

Dans cette Europe de conception occidentale, dans le monde occidental, de grands sacrifices s'imposent à tous. Nos amis anglo-saxons doivent en assumer leur part. Si de grandes initiatives doivent être prises avec de grandes générosités, il faut se dire qu'elles doivent venir de nos amis anglo-saxons qui, au cours de ces dernières années, ont été un peu trop nationalistes et égocentriques — sans doute inconsciemment —.

Il n'en reste pas moins que cette situation a suscité à son tour des complexes fâcheux qui, aujourd'hui, sont une cause de péril autant qu'un retard dans l'unification des communautés.

Pourquoi les Américains qui ont un surplus de puissance en ce domaine n'en feraient-ils pas un don aux Européens ? Serait-ce un cadeau empoisonné ? Ce n'est pas sûr ?

Il est difficile parfois pour chacun d'entre nous à l'intérieur de ses familles, de se faire des amis. On peut craindre que ce geste soit mal interprété par ses proches alors que, précisément, il faut vaincre cette réserve ou ces préjugés.

Le Général Valluy a terminé son intervention en développant cette idée et en l'illustrant en ces termes :

« Les Jésuites souffrent pour l'Eglise, par l'Eglise ; il faut que nous exercions par nous-mêmes, en nous apparentant un peu à eux, une sorte de transcendance et que nous souffrions pour la Belgique, par la Belgique, pour les Etats-Unis, par les Etats-Unis, pour la France, par la France. C'est là le sort de nos enfants et de nos petits-enfants européens... ».

